



Nouvelle-Calédonie : une solution négociée contre l'affrontement et le passage en force



La dégradation de la situation en Nouvelle-Calédonie depuis plusieurs jours est particulièrement préoccupante. Dans une société démocratique, aucun débat ne se tranche par la violence, encore moins lorsqu'elle entraîne la mort. Le SNES-FSU adresse ses condoléances aux proches des victimes des affrontements de ces derniers jours. Il demande aux autorités d'assurer la protection des personnels et des usagers.

Il appartient au gouvernement de créer les conditions d'un apaisement et d'un dialogue. Cela suppose d'abord qu'il sorte du déni de la réalité : cette crise, prévisible, fait suite à l'inachèvement du processus d'autodétermination cadré par les accords de Nouméa du fait des conditions d'organisation du dernier referendum sur l'indépendance.

Le passage en force et les logiques d'affrontement ne peuvent en aucun cas donner un avenir au territoire. Le SNES-FSU appelle toutes les parties à faire les efforts nécessaires pour aboutir à une solution négociée et consensuelle, qui réponde au double défi démocratique : n'exclure aucun habitant du territoire de ses droits civiques et réaffirmer que la Nouvelle-Calédonie est engagée dans la voie de l'indépendance.

La question institutionnelle ne résume cependant pas tout, et l'émancipation du peuple Kanak n'a de sens que s'il est libéré de l'exploitation et de la misère. La crise économique actuelle montre qu'un autre modèle, moins dépendant du nickel, doit être construit. Les services publics, et notamment le service public d'éducation, ont un rôle central à jouer dans ce sens. C'est par leur développement, notamment, l'accès à l'éducation et à la qualification pour tous les jeunes du territoire, sans discrimination, que les clivages sociaux et culturels qui font perdurer une situation néo-coloniale pourront être dépassés.

A Paris, le 23 mai 2024